

LAVAL TRES HAUT DEBIT

Société par actions simplifiée

124 BOULEVARD HENRI BECQUEREL

53000 LAVAL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

LAVAL TRES HAUT DEBIT

Société par actions simplifiée

124 BOULEVARD HENRI BECQUEREL

53000 LAVAL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société LAVAL TRES HAUT DEBIT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LAVAL TRES HAUT DEBIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 15 avril 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 **Julien RAZUNGLES**

Julien RAZUNGLES

COMPTES ANNUELS

Laval Très Haut Débit

Société par actions simplifiée
unipersonnelle

124, boulevard Becquerel
53000 LAVAL

DATE DE CLOTURE : 31/12/2021

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	148 803	142 224	6 580	6 974
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	14 472	6 937	7 535	8 983
Installations techniques, matériel et outillage industriels	33 373 864	10 451 774	22 922 089	22 288 277
Autres immobilisations corporelles	4 329	4 329		
Immobilisations corporelles en cours	820 091		820 091	644 128
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	34 361 558	10 605 263	23 756 295	22 948 362
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 151 966		1 151 966	1 855 521
Autres créances	5 110 289		5 110 289	3 061 595
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	82 707		82 707	325
Charges constatées d'avance (3)				3 458
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 344 962		6 344 962	4 920 898
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	40 706 520	10 605 263	30 101 257	27 869 260
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital	6 242 200	6 242 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-1 698 771	-3 079 212
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 287 893	1 380 441
Subventions d'investissement	6 945 051	7 460 195
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12 776 373	12 003 624
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 050 852	278 189
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 050 852	278 189
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	3 424 717	3 488 206
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	521 676	583 144
Dettes fiscales et sociales	682 217	334 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 040 892	2 013 559
Autres dettes	1 366 727	962 839
Produits constatés d'avance	9 237 803	8 205 668
TOTAL DETTES	16 274 032	15 587 447
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	30 101 257	27 869 260
(1) Dont à plus d'un an (a)	12 183 723	10 897 959
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 090 309	4 689 488
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	5 114 945		5 114 945	3 957 449
Chiffre d'affaires net	5 114 945		5 114 945	3 957 449
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			7 173	12 422
Total produits d'exploitation (I)			5 122 118	3 969 871
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			1 194 107	1 149 395
Impôts, taxes et versements assimilés			17 658	47 371
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 685 900	1 584 596
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			772 663	32 754
Autres charges			57 696	62 365
Total charges d'exploitation (II)			3 728 024	2 876 481
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 394 094	1 093 390
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			6 927	-10 434
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			6 927	-10 434
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			131 031	131 283
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			131 031	131 283
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-124 105	-141 717
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 269 989	951 674

Compte de résultat (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	515 145	496 029
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	515 145	496 029
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	41	5 681
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	41	5 681
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	515 104	490 348
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	497 200	61 580
Total des produits (I+III+V+VII)	5 644 190	4 455 466
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 356 297	3 075 025
BENEFICE OU PERTE	1 287 893	1 380 441
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	1 560	-10 434
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	131 031	131 283



Faits caractéristiques

Activité de la société

La société Laval Très Haut Débit a essentiellement pour objet la construction et l'exploitation d'un réseau de communication électronique à très haut débit sur l'ensemble de l'agglomération de Laval. Cette activité s'effectue dans le cadre d'une convention de délégation de service public signée initialement entre Laval Agglomération et Orange SA et dont les droits et obligations ont été transférés à la société Laval Très Haut Débit.

Laval Très Haut Débit agit en tant que concessionnaire, l'ensemble du réseau haut débit revenant à Laval Agglomération à l'issue de la concession accordée pour 28 ans. Laval Très Haut Débit a débuté le 25 janvier 2011 la construction du réseau.

Laval Agglomération attribue à Laval Très Haut Débit une subvention d'équipement de premier établissement d'un montant maximum de 11 460 000 € dont 11 260 000 € déjà versé.

Faits marquants

Le Conseil d'Administration du 13 juillet 2021 a proposé à son assemblée générale du 30 juillet 2021, la transformation de la société Laval Très Haut Débit en société par actions simplifiée (« SAS »). Suite à l'obtention des autorisations de la collectivité locale en vue de la transformation de la forme sociale de la société, le changement de forme sociale a été définitivement acté.

Orange a réorganisé au sein d'une société dédiée à vocation opérationnelle, Orange Concessions (« OC »), l'ensemble de ses activités de conception, de déploiement, d'exploitation, de maintenance et de commercialisation des réseaux de fibre optique dans les zones dites «réseaux d'initiative publiques ».

En novembre 2021, les opérations suivantes ont été réalisées :

- apport par Orange Participations (« OP ») à OC de 100% du capital et des droits de vote de la société Orange Projets Publics (« OPP »), actionnaire de la société ;
- Ouverture du capital d'OC au travers de la cession de 50% du capital social et des droits de vote de la société OC par la société Orange Participations (« OP ») associée unique d'OC, à la société Holdings Infrastructures Numériques (« HIN ») ;
- Fusion entre OC et OPP.

A l'issue de ces opérations, Laval Très Haut Débit est désormais détenue à 100% par Orange Concessions SAS.

Au niveau opérationnel et financement, au 3 novembre 2021 :

- Un contrat industriel a été signé entre Orange Concessions SAS et Orange SA et en miroir un contrat opérationnel a été signé entre la société et Orange Concessions SAS pour la conception, la réalisation, la maintenance et l'exploitation technique et commerciale de la délégation de service public, afin de permettre à la société de respecter les obligations souscrites à ce titre dans la convention de DSP ;
- l'emprunt avec Orange SA et les avances en comptes courants associés avec Orange Projets Publics SA ont été remboursés et le financement est désormais assuré par un prêt actionnaire avec Orange Concessions SAS, un mandat de gestion et des comptes courants ont également été mis en place avec Orange Concessions SA.

Avenants signés en 2021 :

Jalon de fin de projet repoussé à Novembre 2021 (par échange de courrier).

Avenant 5 : prise en compte de la création d'Orange Concessions.

Pas de nouveaux tirages d'emprunt en 2021.

Commercialisation et Co-financement, SFR et BYT commercialisent nos offres depuis respectivement T1 et T3 2021. Les 4 OCEN sont aujourd'hui présents en commercialisation sur Laval THD.

Co-financement : en mai 2021, acquisition de 2 tranches de cofinancement par Free et 1 tranche par SFR. Aujourd'hui 3 OCEN sont donc présents en co-financement : Orange (45 %), Free (10%), SFR (5 %).

Subventions, 200 K€ de subventions de fin de projet reste à percevoir (S1 2022).

Covid-19

L'impact de la crise sanitaire a été traduit par un report du jalon de fin de projet (de fin juin à fin novembre 2021). Pour 2022, le déploiement du réseau étant maintenant finalisé, les impacts de la crise sanitaire devraient être moins matériels que sur les RIP en plein déploiement.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU LAVAL TRES HAUT DEBIT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 30 101 257 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 287 893 Euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/03/2022 par le Président.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Changement de méthodes comptables

Aucun changement notable de méthode d'évaluation ou de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
 - Site internet 5 ans
 - Droit d'usage 20 ans
- * Agencements des constructions : 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels :
 - Génie Civil 30 ans
 - Fibre Optique 20 ans
 - Equipements Actifs Châssis et Cartes 5 ans
 - Equipements Actifs alimentation 5 ans
 - Equipements Actifs Routeur 5 ans
 - FAS Dégroupage 9 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'absence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Pour toutes les immobilisations considérées comme des biens de retour, la société comptabilise des amortissements de caducité. Ces derniers sont calculés de manière à répartir la charge nominale d'amortissement sur la durée restant à courir jusqu'à la date de fin de la concession, lorsque la durée d'amortissement économique va au-delà de cette date.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Subventions

A sa date d'attribution par Laval Agglomération, la subvention est portée au passif du bilan. La subvention est reprise au compte de résultat sur la même durée au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

Disponibilités

Les disponibilités sont constituées par des liquidités immédiatement disponibles.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le solde fournisseurs est composé essentiellement de fournisseurs groupe avec un délai de paiement en moyenne de 45 jours.

Règles et méthodes comptables

Autres créances

Le compte courant a fait l'objet d'une convention de gestion de trésorerie avec Orange Concessions. Il est porteur d'intérêts, au taux du marché.

Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs, toute obligation de la société à l'égard d'un tiers susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

Pénalités de retard : le contrat de partenariat signé avec la collectivité comprend une clause de pénalité de retard de déploiement. Une provision est comptabilisée pour couvrir le risque de retard de déploiement par rapport au Business Plan contractuel.

Compte de Réserve

Dans l'hypothèse d'une amélioration de l'économie générale de la délégation par rapport au Business Plan initial, le concessionnaire met en place un compte de réserve dédié pour des opérations de réinvestissement des économies constatées sur les investissements et les charges d'exploitation.

Ce compte de réserve prévu au contrat est mis en place du fait de la participation de la communauté de l'agglomération de Laval au financement des ouvrages à déployer par le concessionnaire via le versement d'une subvention.

Reconnaissance du Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est lié à la commercialisation du réseau construit auprès des fournisseurs d'accès internet et se décompose :

- des produits relatifs au cofinancement (vente d'un droit d'usage FTTH) et au raccordement client final (frais d'accès au réseau), étalés sur la durée de vie de l'actif sous-jacent, soit 20 ans ;
- des abonnements, reconnus chaque mois ;
- des autres natures de produits, reconnus au moment de la réalisation de la prestation.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, ainsi que de la reprise de la quote-part de subvention reçue et comptabilisée au bilan.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	148 803			148 803
Immobilisations incorporelles	148 803			148 803
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	14 472			14 472
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 055 993	2 317 870		33 373 864
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 329			4 329
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	644 128	2 493 833	2 317 870	820 091
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	31 718 921	4 811 703	2 317 870	34 212 755
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	31 867 725	4 811 703	2 317 870	34 361 558

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste		2 317 870		2 317 870
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		2 493 833		2 493 833
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		4 811 703		4 811 703
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		2 317 870		2 317 870
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		2 317 870		2 317 870

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	141 829	395		142 224
Immobilisations incorporelles	141 829	395		142 224
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	5 489	1 448		6 937
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 767 716	1 684 058		10 451 774
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 329			4 329
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	8 777 534	1 685 506		10 463 039
ACTIF IMMOBILISE	8 919 363	1 685 901		10 605 263

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 262 255 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 151 966	1 151 966	
Autres	5 110 289	5 110 289	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance			
Total	6 262 255	6 262 255	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
FAE CLIENTS	105 005
ETAT PRODUITS A RECEVOIR	5 616
Total	110 621

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 6 242 200,00 Euro décomposé en 624 220 titres d'une valeur nominale de 10,00 Euro.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	624 220	10,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	624 220	10,00

Liste des propriétaires du capital

	% de détention	Nombre de part ou d'actions
I. PERSONNES MORALES		
ORANGE CONCESSIONS 75010 PARIS	100,00	624 220,00
II. PERSONNES PHYSIQUES		

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 17/05/2021.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-3 079 212
Résultat de l'exercice précédent	1 380 441
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-1 698 771
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-1 698 771
Total des affectations	-1 698 771

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2021	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2021
Capital	6 242 200				6 242 200
Report à Nouveau	-3 079 212	1 380 441			-1 698 771
Résultat de l'exercice	1 380 441	-1 380 441	1 287 893		1 287 893
Subvention d'investissement	7 460 195			515 145	6 945 051
Total Capitaux Propres	12 003 624		1 287 893	515 145	12 776 373

Provisions**Tableau des provisions**

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	278 189	772 662			1 050 852
Total	278 189	772 662			1 050 852
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		772 663			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Au 31 décembre 2021, les conditions économiques de la société conduisent à provisionner un montant de 730 K€ en compte de réserve. Ce compte de réserve s'élève à 851 K€ au 31/12/2021.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 16 274 032 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à moins de 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	3 424 717			3 424 717
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	521 676	521 676		
Dettes fiscales et sociales	682 217	682 217		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 040 892	1 040 892		
Autres dettes	1 366 727	1 366 727		
Produits constatés d'avance	9 237 803	478 797	1 894 733	6 864 273
Total	16 274 032	4 090 309	1 894 733	10 288 990
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 424 717			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	3 424 717			
(**) Dont envers les associés	3 424 717			

Charges à payer

	Montant
FNP FRNS BIENS ET SERVICES	328 364
FNP FRNS IMMOS	984 108
AVOIRS A ETABLIR	1 365 414
Total	2 677 886

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA EXPLOITATION	8 972 796		
PCA HORS EXPLOITATION	265 007		
Total	9 237 803		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	4 771 651		4 771 651
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	343 294		343 294
TOTAL	5 114 945		5 114 945

Charges et produits exceptionnels

Pénalités de retard de dossiers GCBLO : 41 Euro

Reprise quote-part de subvention d'investissement : 515 145 Euro

Rémunération des commissaires aux comptes**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraires de certification des comptes : 13 000 Euro

Honoraires des autres services : 0 Euro

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfiques

La société est sortie du périmètre d'intégration fiscale d'Orange SA et les déficits nés pendant l'intégration fiscale Orange SA n'ont pas été restitués à la filiale.

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant	1 269 989	360 697	909 292
+ Résultat exceptionnel	515 104	136 503	378 601
- Participations des salariés			
Résultat comptable	1 785 093	497 200	1 287 893
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Engagements hors bilan

EN EUROS €		Au profit de				
Catégorie d'engagement	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises	Autres
Engagements donnés (à détailler)						
Contrats de location simple	2 880					2 880
Contrat de location site technique	9 541					9 541
Contrats de prestations IT	4 904					4 904
Engagements d'investissements pour la réalisation d'un réseau de communications électroniques dans le cadre d'une délégation de service public	14 454 369					14 454 369
A.Total engagements liés à l'exploitation courante	14 471 694	0	0	0	0	14 471 694
NEANT	0					
B.Total engagements complexes ou exceptionnels	0	0	0	0	0	0
I. Total engagements donnés (A+B)	14 471 694	0	0	0	0	14 471 694
Engagements reçus (à détailler)						
Caution bancaire	1 150 000					1 150 000
subvention	200 000					200 000
A.Total engagements liés à l'exploitation courante	1 350 000	0	0	0	0	1 350 000
NEANT	0					
B.Total engagements complexes ou exceptionnels	0	0	0	0	0	0
I. Total engagements reçus (A+B)	1 350 000	0	0	0	0	1 350 000

Les engagements reçus des opérateurs commerciaux au titres des cofinancements FTTH ne sont pas mentionnés pour des raisons de confidentialité.

Autres informations

Subventions d'investissements

Date	Organisme	Biens subventionnés	Montant	Amortissement	
				Mode	Durée
Subvention perçue de 2011 à 2018	Laval Agglomération	Premier Etablissement de Réseau	10 800 000	Linéaire	27-20 ans ou durée de vie restante
Subvention perçue en 2020	Laval Agglomération	Logements en cas d'exclusion	460 000	Linéaire	27-20 ans ou durée de vie restante

Autres informations

Société mère, filiales et participations

La société ne possède pas de filiales ni de participations.

Orange Concessions et ses filiales sont exemptées d'établissement et de publication des comptes consolidés, car Orange Concessions et ses filiales sont incluses en mise en équivalence dans les comptes consolidés d'Orange SA.

Publication du document d'enregistrement universel sur le site internet d'Orange : www.orange.com

Entreprises liées

Les transactions entre les entreprises liées ont été conclues à des conditions normales de marché, et ne sont donc pas détaillées.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. Aucune avance ni aucun engagement n'a été pris pour les membres des organes de direction

Evènements post-clôture

Depuis le 31 décembre 2021, date de la clôture de l'exercice, aucun évènement important n'est survenu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-200083392-20221003-S6-CC079-2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2022

Mise en ligne : le 12-10-22